



DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE

DIRECTION INTERREGIONALE
PJJ GRAND EST

DIRECTION TERRITORIALE
PJJ HAUT-RHIN

DIRECTION ENFANCE SANTE INSERTION

TARIFICATION DES ETABLISSEMENTS
SOCIAUX

ARRÊTÉ

N° 2011/ 2985 du 17 octobre 2011 portant tarification du Foyer Saint-Jean à MULHOUSE

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU les articles 375 à 375-8 du Code Civil et 1181 à 1200 du Nouveau Code de Procédure Civile ;
- VU l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;
- VU l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- VU les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU les lois 83-8 du 7 janvier 1983, 83-663 du 22 juillet 1983 et 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- VU le décret 46-734 du 16 avril 1946 modifié relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;
- VU le décret 75-96 du 18 février 1975 modifié fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;
- VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du conseil général ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 16 mai 2000 habilitant l'établissement « Foyer Saint-Jean » à Mulhouse ;
- VU les propositions budgétaires présentées par le Foyer Saint-Jean à MULHOUSE ;
- SUR rapport conjoint du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du Directeur Général des Services du Département

ARRÊTENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire de l'année 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'établissement Foyer « Saint-Jean » à MULHOUSE sont autorisées comme suit :

Groupe I	284 695,40 €
Groupe II	1 506 867,20 €
Groupe III	188 167,34 €
Résultat intégré	
Total des charges (Groupes I + II + III + Résultat intégré)	1 979 729,94 €
Groupe I	1 969 491,54 €
Groupe II	10 238,40 €
Groupe III	
Résultat intégré	
Total des produits (Groupes I + II + III + Résultat intégré)	1 979 729,94 €
Charges nettes	1 969 491,54 €

Article 2 : Le prix de journée applicable à compter du **1^{er} septembre 2011** est fixé à :

165,23 €

Article 3 : Le prix de journée applicable au 1^{er} septembre 2011 inclut le rattrapage de l'application du 1^{er} janvier au 31 août 2011 du prix de journée au 1^{er} janvier 2011 encore en vigueur.

Article 4 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, sis 4 rue Bénit C.O. 11 54035 NANCY CEDEX dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au Foyer « Saint-Jean ».

Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et au recueil des actes administratifs du département du Haut-Rhin.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COLMAR, le **17 OCT. 2011**

Fait en deux exemplaires originaux

LE PREFET
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane LUYON

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général

Michel CHOCHOY